

Avignon, le 4 avril 2005

RAPPORT DE L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

O B J E T : Installations classées pour la protection de l'environnement.
S.A. EGIDE - Site industriel de Saint-Pierre de Sénos - 84500 BOLLENE

REFERENCE : Transmissions de la Préfecture de Vaucluse du 6 et du 28 octobre 2004, du 17 et du 28 novembre 2004, du 7, du 14 et du 21 décembre 2004, du 6 et du 27 janvier 2005 et du 16 mars 2005.

Résumé : L'objet du présent rapport est de proposer, sous forme d'un arrêté préfectoral les prescriptions applicables aux installations exploitées par la Société Egide SA à Bollène suite à un changement notable au sens de l'article 20 du Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié. Le dossier de demande a fait l'objet de la procédure d'enquête réglementaire. Le présent rapport présente les différents avis exprimés et propose des dispositions qui annulent et remplacent les actes antérieurs. Celles-ci doivent faire l'objet d'un avis du conseil départemental d'hygiène.

Par transmissions citées en référence, Monsieur le Préfet de Vaucluse nous adresse, pour présentation au Conseil Départemental d'Hygiène, les résultats de l'enquête publique et les avis concernant la demande d'autorisation à titre de régularisation déposée par la Société EGIDE de BOLLENE.

I - Situation administrative

1°/ Historique

L'établissement, implanté à BOLLENE en 1972, a été successivement exploité par L.C.C. (Groupe THOMSON C.S.F.), XERAM (Groupe PECHINEY), N-XERAM (Groupe EGIDE) puis XERAM (Groupe EGIDE), enfin EGIDE depuis novembre 1995.

L'établissement résulte du découpage d'un site industriel constituant une installation nucléaire de base (INB) soumise au décret du 11 décembre 1963 (et non à la législation des installations classées).

Le site faisant l'objet du dossier susvisé a été initialement autorisé au titre des installations classées pour la protection de l'environnement par arrêté préfectoral pris en date du 19 janvier 1998.

La présente demande vise à obtenir, au titre de la régularisation, l'autorisation de poursuivre après modification notable l'exploitation de l'ensemble des installations de son usine de Bollène.

2°/ Activités - Classement

La S.A. EGIDE est spécialisée dans les procédés « d'encapsulation » verre - métal et céramique - métal pour la fabrication de boîtiers destinés à recevoir des composants électroniques.

L'établissement, qui emploie 130 personnes, comporte deux activités soumises à autorisation et cinq activités soumises à déclaration, comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Activité	Quantité	Régime
2565-2a	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion, polissage, attaque chimique, etc.) de surfaces (métaux, matières plastiques, semi-conducteurs, etc.) par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564. Procédés utilisant des liquides (sans mise en œuvre de cadmium), le volume des cuves de traitement étant supérieur à 1500 litres.	18280 litres	A
2920-2a	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa, comprimant ou utilisant des fluides non inflammables et non toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 500 kW.	553 kW	A
1111-1c	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Substances et préparations solides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 1 t.	284 kg	D

Rubrique	Activité	Quantité	Régime
1111-2c	Très toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature et à l'exclusion de l'uranium et de ses composés. Substances et préparations liquides : la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 50 kg, mais inférieure à 250 kg.	140 kg	D
1131-2c	Toxiques (emploi ou stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t.	2 855 kg	D
1180-1	Polychlorobiphényles, polychloroterphényles. (PCB, PCT). Utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produits.	1600 litres	D
2561	Métaux et alliages (trempe, recuit ou revenu).	/	D

La procédure d'instruction suivie a été celle prévue au titre I^{er} du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

3°/ Composition du dossier

Le dossier fourni par le pétitionnaire comporte les pièces et documents ci-après :

- une demande d'autorisation d'exploiter ;
- un descriptif de l'emplacement, des procédés, des matériels et des activités classées ;
- une étude d'impact ;
- une étude des dangers ;
- une notice d'hygiène et de sécurité ;
- des annexes : compositions des bains, résultats d'analyses d'effluents liquides et gazeux, fiches de données de sécurité ;
- une carte au 1/25 000 ;
- un plan de situation ;
- un plan de masse ;
- des plans de détail des différentes activités, des réseaux, des installations de traitement et des équipements de sécurité.

Ce dossier, déposé en Préfecture en juin 2004, a été considéré conforme le 17 juillet 2004 aux dispositions des articles 2 et 3 du décret du 21 septembre 1977 et soumis à l'enquête publique réglementaire.

4°/ Enquête publique

Une première enquête publique a été interrompue en raison du décès du commissaire enquêteur. Par arrêté préfectoral du 9 décembre 2004, le dossier a été soumis à nouveau aux formalités de l'enquête publique du 3 janvier au 3 février 2205 inclus, en mairie de BOLLENE.

Elle n'a donné lieu à aucune observation. Le Commissaire - Enquêteur a établi son rapport dans lequel il indique avoir effectué une visite du site. Il conclut en émettant un avis favorable.

5°/ Avis des Services

5.1. Institut National des Appellations d'Origine

Avis du 6 octobre 2004 : du fait de l'implantation en dehors de l'aire délimitée, l'institut n'émet aucune objection.

5.2. Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt

Avis du 22 octobre 2004 : le service rappelle que la police de l'eau est assurée par le Service de la Navigation et n'émet pas d'autres observations sur la demande.

5.3. Service régional de l'Archéologie

Dans son avis du 5 novembre 2004, le service indique qu'aucune prescription archéologique ne s'impose mais rappelle l'obligation de déclarer à la mairie toute découverte fortuite de vestiges.

5.4. Service de la Navigation

Avis du 9 décembre 2004 : favorable. Toutefois, le service rappelle que sauf cas exceptionnels, les rejets ne sont pas autorisés dans les milieux annexes du Rhône.

Il note que le site est éloigné du Rhône vif que donc l'établissement se trouve hors des limites submersibles du Rhône et que dans cette configuration particulière, le rejet dans le contre canal des eaux non industrielles peut être autorisé sous réserve que :

1. les eaux domestiques soient traitées par fosse septique ;
2. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées transitent par un ouvrage décanteur / déshuileur.

5.5. Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

Avis du 10 décembre 2004 : sans remarques particulières.

5.6. Direction Départementale de l'Equipement

Avis du 10 décembre 2004 : le terrain est situé en zone 2 Na du plan d'occupation des sols de la commune de Bollène, où les activités industrielles, artisanales ou commerciales peuvent être autorisées. Le dossier n'appelle aucune observation.

Toutefois, le service évoque un problème de stationnement en bordure de la RD 243, côté contre canal.

5.7. Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours

Dans son avis du 5 janvier 2005, le service propose la mise en œuvre des dispositions suivantes :

1. dispositions visant à réduire l'éclosion d'un sinistre
 - réaliser les installations électriques et de chauffage conformes aux normes en vigueur ;
 - installer sur chaque appareil des commandes d'arrêt d'urgence ;
 - afficher l'interdiction de fumer aux différentes entrées.
2. dispositions visant à réduire la propagation rapide d'un sinistre
 - mettre l'établissement en rétention ;
3. dispositions visant à faciliter l'intervention des secours
 - réaliser un système de désenfumage au moyen d'exutoires de fumées représentant au moins 1% de la surface de la toiture des locaux ou zones supérieures à 300 m² ;
 - disposer d'extincteurs en nombre et capacité suffisants, répartis dans l'ensemble des installations et adaptés au risque à combattre, de sorte qu'en cas d'intervention, la distance à parcourir pour atteindre l'extincteur du type approprié ne soit pas supérieure à 15 mètres ;
 - former le personnel d'intervention à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention ;
 - doter l'établissement d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessibles ;
 - mettre en place une alarme incendie audible en tout point de l'établissement ;
 - établir des consignes précisant l'alerte et l'accueil des secours extérieurs, l'intervention des moyens internes, l'évacuation du personnel. Ces consignes sont affichées ;
 - prévoir un éclairage de sécurité au-dessus de chaque issue ainsi que dans toutes les circulations de grande longueur (supérieure à 15 m) ;
 - rendre visibles et accessibles en toutes circonstances les sorties de secours.

6°/ Avis du Conseil Municipal de Bollène

Le conseil municipal a émis un avis favorable à l'unanimité lors de sa délibération du 25 novembre 2004. Suite à la reprise de l'enquête publique, le conseil a renouvelé cet avis lors d'une seconde séance, le 20 janvier 2005.

II - Examen technique

1°/ Emplacement

L'établissement est situé sur un terrain d'une superficie d'environ 9 600 m² à environ 500 m en rive droite du Canal de Donzère - Mondragon, à 3 km au Nord de BOLLENE et à 2 km au Sud de la Centrale du Tricastin.

Il est entouré :

- au Nord et au Sud, par des établissements industriels ;
- à l'Est, par une route et le contre canal rive droite du Canal de Donzère - Mondragon ;
- à l'Ouest, par des terrains agricoles.

2°/ Descriptif

Les deux procédés de fabrication utilisés sont :

- la soudure d'alliages métalliques à dilatation contrôlée et de verres de natures différentes (borosilicate et sodocalcique) ;
- le cofrittage à haute température sous atmosphère contrôlée d'une céramique (alumine, feldspath) et d'une poudre métallique (tungstène, palladium).

Chaque procédé nécessite la mise en œuvre de traitements de surfaces (dégraissage, décapage, nickelage, dorure, argenture).

Le détail des installations classées est le suivant.

2.1. Traitements de surfaces

L'établissement comprend deux ateliers de traitements de surfaces caractérisés par la présence d'un grand nombre de cuves de petites dimensions.

2.2. Trempe des métaux

Un four électrique de 6 kW sous atmosphère d'azote est utilisé pour la réalisation du petit outillage.

2.3. Emploi et stockage de substances très toxiques

Il s'agit notamment de l'acide fluorhydrique en solution à 40 % utilisé pour les traitements de surfaces. Il est stocké en bonbonnes plastiques de 30 kg, le stock maximal est de 120 kg.

2.4. Emploi et stockage de substances toxiques

Le stockage de ces produits liquides utilisés pour les traitements de surfaces, conditionnés en bidons de 5 ou 25 litres ou en solution à 2 %. La quantité maximale stockée est de 2855 kg.

2.5. Transformateurs au P.C.B.

Le poste de transformation situé dans un local réservé à cet usage comprend deux transformateurs contenant chacun 800 litres de pyralène.

2.6. Installations de compression et de réfrigération

L'établissement est alimenté en air comprimé par deux compresseurs d'une puissance respective de 15 et 55 kW situés dans un local particulier.

Les climatiseurs et autres groupes de production du froid ont une puissance totale de 483 kW.

2.7. Stockage et utilisation d'hydrogène (non classé)

L'hydrogène est utilisé seul ou en mélange avec l'azote pour réaliser une atmosphère réductrice à l'intérieur des fours.

Le stockage est composé de 5 cadres de 176 m³, soit environ 90 kg d'hydrogène. Il est installé en plein air, à l'écart des ateliers. La distribution aux points d'utilisation se fait par canalisations à une pression de 4,5 bars.

3°/ Pollutions, nuisances et risques

3.1. Bruit

L'établissement fonctionne en 2 x 8 soit de 6 h à 22 h du lundi au jeudi et 18 h 10 le vendredi, l'activité principale étant concentrée sur la période 8 h - 17 h du lundi au jeudi et 8 h - 15 h 30 le vendredi.

Des mesures effectuées en limite de propriété, toutes installations en fonctionnement, ont révélé des niveaux sonores acceptables en zone industrielle.

3.2. Pollution de l'air

Les gaz provenant des aspirations des bains acido-basiques sont traités dans un laveur par pulvérisation d'eau sodée au-dessus d'un tamis en nid d'abeille.

Les vapeurs des bains cyanurés sont rejetées par une cheminée de 6 m de hauteur.

Les mesures des rejets gazeux des traitements de surfaces (acidité forte, acide fluorhydrique, chrome total, chrome VI, cyanures, oxydes d'azote) ont donné des résultats inférieurs aux limites réglementaires.

Les solvants utilisés en production (salle blanche, déliantage et coulage) sont rejetés par des cheminées de 6 m de hauteur. Des mesures de concentration et de débit ont permis de quantifier les rejets des différents solvants. Les flux sont très inférieurs à 20 kg /h (environ 0.5 kg/h).

3.3. Pollution de l'eau

L'établissement est alimenté par le réseau public. La consommation est d'environ 12 000 m³/an.

Tous les effluents des traitements de surfaces (eaux de lavage des gaz, éluats de régénération des résines, rinçages courants, rinçages morts, bains usés) sont traités en tant que déchets dans des installations extérieures dûment autorisées.

Tous les rejets (eaux domestiques, pluviales, purges de refroidissement) s'effectuent dans le contre canal.

Pour limiter le risque de pollution accidentelle, les chaînes de l'atelier de traitements de surfaces, les stockages des produits chimiques et des déchets liquides sont munis de rétentions.

Les produits dangereux sont stockés dans des locaux fermés.

3.4. Déchets

Les déchets liquides (bains de traitements de surfaces, solvants, huiles...) sont envoyés dans des centres de traitement autorisés.

Les déchets banals sont éliminés dans un centre de stockage autorisé.

L'exploitant adresse les déclarations trimestrielles de production de déchets spéciaux à l'inspection des installations classées.

3.5. Risque toxique

Les produits chimiques utilisés présentent un risque de toxicité soit directe (acide fluorhydrique, cyanure) soit par réaction chimique accidentelle (cyanure + acide → dégagement d'acide cyanhydrique).

Le risque de toxicité directe peut être prévenu en respectant quelques précautions lors de la manipulation des produits.

La prévention du risque de réaction accidentelle a nécessité la mise en œuvre de dispositions particulières de conception et d'exploitation :

- stockage des produits incompatibles dans des locaux séparés ;
- cuves de traitements de surfaces non contiguës et séparées par des opérations de rinçage ;
- cuvettes de rétention distinctes ;
- réseaux d'aspiration des gaz séparés ;
- réseaux de collecte des effluents liquides séparés ;

etc.

3.6. Risque d'incendie et d'explosion

Il est lié essentiellement à l'utilisation d'hydrogène, gaz inflammable lorsqu'il est en mélange avec l'air dans des proportions comprises entre 4 % et 75 % en volume, et pouvant exploser dans certaines conditions.

Pour limiter ce risque, l'exploitant a prévu les dispositions suivantes :

- détecteurs d'hydrogène en partie haute de tous les ateliers d'utilisation ;
- dispositifs de contrôle de la présence de flamme, au niveau des fours.

Les moyens de lutte contre l'incendie comprennent des RIA et des extincteurs appropriés au risque et en nombre suffisant (à poudre, eau ou CO₂).

Les ressources en eau sont assurées par trois poteaux d'incendie et une plate-forme d'aspiration sur le contre canal.

L'exploitant prévoit la mise en conformité de l'établissement avec les prescriptions de l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre.

Les risques liés aux actes de malveillance sont minimisés par la présence d'une alarme anti-intrusion déclenchant l'intervention d'une société de surveillance.

III. Conclusions et propositions

L'enquête publique n'a donné lieu à aucune observation. Tous les avis exprimés sont favorables.

Les remarques observées par les services administratifs sont reprises dans le projet d'arrêté.

Des travaux de mise en conformité des installations sont à réaliser d'ici la fin de l'année 2005. Ils portent essentiellement sur deux points :

1) Eau

Rejet « zéro » et réduction de la consommation d'eau des traitements de surfaces rapportée à la surface traitée jusqu'au seuil de 8 l/m² (arrêté du 26 septembre 1985).

2) Sécurité

Mise en conformité des dispositifs de protection contre la foudre (arrêté du 28 janvier 1993) ;

Réalisation des aménagements demandés par la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours.

Propositions

Nous proposons que l'autorisation demandée soit accordée, après avis du Conseil Départemental d'Hygiène, sous réserve du respect des prescriptions jointes au présent rapport.

Nous adressons le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse, Direction des Relations avec les Collectivités Locales et de l'Environnement - Bureau de l'Environnement et des Affaires Foncières - comme suite à ses transmissions citées en référence.

L'Inspecteur des Installations Classées,